

MÉCANISMES DE FINANCEMENT SOUVERAIN ET DURABLE DE LA NUTRITION PAR LES ÉTATS

Introduction

Les ressources financières disponibles pour lutter contre les malnutritions demeurent insuffisantes dans la région. De plus, ces financements sont encore trop souvent issus de projets de courte durée, peu prévisibles et dépendants d'agendas extérieurs. Face à ces constats, on assiste depuis quelques années à une mobilisation accrue et à l'émergence d'initiatives visant à augmenter le financement de la nutrition de façon

pérenne dans la région. Lors de la journée thématique « Mise à l'échelle des bonnes pratiques de nutrition », il s'agira d'apprendre de ces expériences et d'en tirer des enseignements pour renforcer les mécanismes de financement de la nutrition. Cette note fournit un bref aperçu du contexte, en préparation au panel « Mécanismes de financement souverain et durable de la nutrition par les États ».

Coût économique de l'inaction et défi du financement de la malnutrition

Outre les conséquences humaines, sociales dévastatrices, les malnutritions engendrent des pertes économiques considérables. Des études sur le coût de la faim menées au Burkina Faso, au Ghana et au Tchad ont montré qu'en 2012, la malnutrition infantile entraînait une perte respectivement de 6.4 %, 7.7 % et 9.6 % du Produit intérieur brut (PIB), soit un montant total d'environ 3.9 milliards d'euros pour ces 3 pays (Union africaine, NEPAD, PAM, 2016). Au Mali, le même type d'étude sur l'année 2013 estimait la perte de PIB à 4.1 % soit 265 milliards de FCFA (404 millions d'euros) (Union africaine, NEPAD, PAM, 2018).

À l'inverse, **une bonne nutrition contribue au développement économique** et permet de générer des ressources supplémentaires, comme le montre le tableau ci-dessous.

Estimations du PIB additionnel total associé à une accélération des investissements pour l'atteinte de la cible de l'Assemblée mondiale de la santé pour le retard de croissance 2035 – 2060

PAYS	PIB ADDITIONNEL (MILLION DOLLARS US À LA VALEUR DE 2016)
Bénin	1 571
Mali	2 814
Niger	5 553
Nigéria	29 274
Sénégal	1 723
Tchad	3 718
Togo	842

Source : Hoddinott, 2016

En outre, « Les interventions qui préviennent la malnutrition sont d'excellents investissements ; pour un pays africain typique, chaque dollar investi dans la réduction de la sous-nutrition chronique de l'enfant génère 16 dollars US en retour » (Hoddinott, 2016).

En dépit des retombées économiques attendues, la lutte contre les malnutritions manque cruellement de ressources.

Le manque de financement pour la mise à l'échelle des interventions spécifiques à la nutrition en est une bonne illustration. La Banque mondiale estime qu'il faudrait « un peu plus de 10 dollars US par enfant et par année pour mettre à l'échelle le paquet complet d'interventions spécifiques à la nutrition nécessaire à l'atteinte de quatre cibles mondiales de nutrition clés » (Banque mondiale, 2017). Or, selon le système de suivi¹ du mouvement *Scaling Up Nutrition* (SUN), les budgets nationaux sont inférieurs à 5 dollars US par enfant de moins de 5 ans par an dans les huit pays de la région qui ont renseigné cet indicateur.

¹ Source : Monitoring Evaluation Accountability and Learning (MEAL - <https://scalingupnutrition.org/progress-impact/monitoring-evaluation-accountability-learning-meal/>)

RÉFÉRENCES

- Union africaine, NEPAD, PAM (2016), *Le coût de la faim en Afrique (Tchad, Burkina Faso et Ghana)*.
- Union africaine, NEPAD, PAM (2018), *Le coût de la faim en Afrique. L'incidence sociale et économique de la malnutrition chez l'enfant au Mali*.
- Hoddinott, J., (2016), « Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition », *Working Paper*, The economics of reducing malnutrition in Sub-Saharan Africa, Cornell University.
- Banque mondiale (2017), « Un cadre d'investissement pour la nutrition - Atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie, d'allaitement maternel et d'émaciation » (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/26069/9781464811425.df?sequence=23&isAllowed=y>).

Budgétisation des besoins et sources potentielles de financement de la nutrition

Une première étape est l'estimation des besoins financiers pour mettre en œuvre les plans multisectoriels d'action en nutrition (ou stratégies ou plans stratégiques, selon les cas¹), souvent suivie par une revue des financements existants et l'identification de nouvelles sources potentielles². Une telle revue peut aussi recommander une utilisation plus efficace et pertinente des budgets déjà alloués à la nutrition.

Ces dernières années, nombre de pays de la région mobilisent des ressources nationales et développent des mécanismes pérennes de financements conformes aux lois budgétaires.

Ainsi, plusieurs pays ont créé des **lignes budgétaires pour la nutrition**, au niveau des ministères de l'agriculture et de la santé en Sierra Leone, au niveau de l'agence de nutrition à la vice-présidence en Gambie ou pour la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) à la primature du Sénégal, par exemple.

L'implication du ministère des finances et/ou du budget dès le début du processus facilite la création de ces lignes. L'appui de députés ou l'existence d'initiatives parlementaires (comme par exemple, les Réseaux parlementaires pour la nutrition au Burkina Faso et au Tchad ou les parlementaires unis contre la faim au Ghana) semblent également être un facteur de succès.

Les acteurs du domaine se mobilisent pour que l'État augmente ses allocations budgétaires dans divers ministères et secteurs. Par exemple, le Burkina Faso et le Sénégal utilisent les conditionnalités des appuis budgétaires de bailleurs, tels que l'Union européenne, pour **accroître les allocations de l'État**. Au Sénégal, le décaissement de tranches variables d'appui budgétaire est conditionné au financement par l'état des actions prioritaires du Plan stratégique multi-sectoriel de la nutrition (PSMN) dans plusieurs secteurs et ministères.

Les **mécanismes de taxation de secteurs économiques porteurs** (secteurs miniers, téléphonie, etc.) peuvent également être source de financement. Le Mali compte

1 Dans la suite de cette note, nous désignerons ces documents par le terme générique de « plan nutrition ».

2 Au Sénégal, par exemple, la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) a lancé une étude pour recenser les sources de financement, les types d'actions financées, les montants, les circuits financiers et les insuffisances de ressources par secteur et par type d'activités. Cette étude doit informer le développement d'un plan de financement de la nutrition multi-sectoriel et multi-agences. Elle servira également de référence pour le suivi des financements qui sera mis en place.

sécuriser des ressources additionnelles grâce à une micro-taxe sur les industries extractives : 0.60 dollar US sur chaque gramme d'or et 0.01 dollar US par baril de pétrole.

Il est également important de tirer un **meilleur parti pour des financements existants dans les secteurs contributifs** en s'assurant que dès leur conception, les programmes liés à l'agriculture, l'élevage, la protection sociale sont sensibles à la nutrition. Par exemple, au Niger, un volet comportemental est associé aux transferts monétaires. Cependant, ces ressources constituent un potentiel sous-exploité à l'heure actuelle.

Les Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) peuvent être des sources de financement de la nutrition.

Ainsi, la FAO et l'Union africaine ont aidé les pays à intégrer des objectifs nutritionnels ainsi que les activités et budgets qui en découlent dans les PNIA.

Vu l'ampleur du défi, les **autres sources de financement continueront à jouer un rôle important. Elles nécessitent d'être mieux coordonnées.**

Le **secteur privé** (y compris à travers ses fondations) est aussi une source de financement pour la nutrition. Par exemple, la fondation Dangote s'est engagée à investir 100 millions de dollars US sur 5 ans dans la lutte contre la malnutrition dans le nord du Nigéria.

Emergent également des **mécanismes de financement innovants** tels que *Power of Nutrition* qui repose sur des partenariats entre des donateurs privés, des partenaires techniques et financiers traditionnels et les gouvernements. Au Libéria, le programme issu du partenariat entre le gouvernement, UNICEF et *Power of Nutrition* a pour objectifs d'augmenter la couverture des services nutrition, d'accroître la compétence du personnel de santé et d'améliorer les systèmes d'information.

Les **fonds globaux** constituent une source de financements possible. Par exemple, le *Global Agriculture and Food Security Programme* (GASFP) finance le projet de développement du secteur alimentation et agriculture (FASDEP) en Gambie. Il a pour but de réduire la pauvreté des ménages ruraux, l'insécurité alimentaire et la malnutrition par une production/productivité agricole accrue et une meilleure commercialisation.

QUESTIONS POUR OUVRIR LE DÉBAT



- Dans le contexte sahélien et ouest-africain, sur quelles (principales) sources potentielles peut-on bâtir un mécanisme de financement souverain et durable de la nutrition au niveau des États ?
- Comment accroître la mobilisation des budgets nationaux en faveur de la nutrition ? Quelles sont les opportunités et les conditions de mise à l'échelle des expériences réussies ?